



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Développer des chaînes de valeur sensibles au genre

Cadre d'orientation





Développer des
chaînes de valeur
sensibles au genre

Cadre d'orientation

Table des matières

Remerciements	v
Résumé	vi
Sigles et abréviations	vii
Chapitre 1	
Introduction: genre, chaînes de valeur et durabilité	1
Durabilité: nécessité de l'intégration du genre dans le développement des chaînes de valeur	3
Qu'attendre de ce document?	5
Chapitre 2	
Le travail de la FAO sur le genre et les chaînes de valeur	7
Le contexte institutionnel de la FAO	8
L'avantage comparatif de la FAO pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre	8
Le développement de chaînes de valeur sensibles au genre à la FAO	9
Renforcer l'efficacité de la FAO pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre (CVSG)	10
Chapitre 3	
Concepts clés pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre	13
Concepts de développement de chaînes de valeur alimentaires durables	14
Concepts d'égalité des sexes et d'autonomisation économique des femmes	16
Chapitre 4	
La cadre FAO de la chaîne de valeur sensible au genre	23
Une analyse plus approfondie: l'individu et le ménage au centre du Cadre CVSG	24
Contraintes relatives au genre: une cause à l'origine de l'inefficacité des chaînes de valeur	25
Un premier pas vers la mise en œuvre du cadre CVSG: l'analyse sensible au genre des chaînes de valeur	27

Bibliographie	31
Annexe 1	
Publications de la FAO sur la dimension genre, les chaînes de valeur et le développement agricole	36
Annexe 2	
Indicateurs de pouvoir et de capacité d’agir	38
Figures	
Figure 1: Cadre de la chaîne de valeur alimentaire durable	15
Figure 2: Composantes d’accès aux ressources productives	18
Figure 3: Composantes du pouvoir et de la capacité d’agir	22
Figure 4: Cadre de la chaîne de valeur sensible au genre	25
Encadrés	
Encadré 1: Programmes axés sur le genre et les femmes	11
Encadré 2: Phases du cycle de développement des CVAD	14
Encadré 3: Comprendre les concepts “genre” et “autonomisation des femmes”	17
Encadré 4: Définition des niveaux individuel et du ménage	24
Encadré 5: Analyse sensible au genre de la chaîne de valeur du manioc en Côte d’Ivoire	27

Remerciements

Ce document-cadre est le fruit d'une collaboration entre Angelica Senders et Anna Lentink (de "Fair and Sustainable Rural Advisory Services") et Alejandra Safa, Valentina Franchi, Sofie Lambert et Regina Laub (Division des Politiques sociales et Institutions rurales [ESP], FAO).

La publication a bénéficié de la contribution de Sofie Isenberg (ESP, FAO), qui a coordonné l'ensemble du processus de rédaction et de révision du document de la version anglaise, ainsi que Véronique Souriau et Sylvie Tillier pour la version française. Nous remercions également Christiane Monsieur et Mauro Bottaro pour la relecture, et Andrea Wöhr pour la mise en page et la conception de l'ouvrage.

Résumé

Le but de la présente publication (qui fait partie de la série de la FAO sur le paradigme de développement des chaînes de valeur agroalimentaires durables) est de faciliter l'intégration systématique des dimensions d'égalité entre les sexes dans les programmes et projets de développement des chaînes de valeur. Elle vise une meilleure compréhension des inégalités hommes-femmes et met en évidence la nécessité d'aborder ces aspects dans les chaînes de valeur, tout en proposant une démarche commune pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre. A cette fin, le présent document rappelle les concepts clés du développement de chaînes de valeur et de la dimension genre, et propose des principes directeurs concrets pour l'intégration des questions de genre dans les projets et programmes de développement de chaînes de valeur. Ce cadre conceptuel est accompagné d'une publication complémentaire, *Développer des chaînes de valeur sensibles au genre: Guide pratique*, qui fournit des outils spécifiques pour aider les praticiens à concevoir, mettre en œuvre et suivre les programmes des chaînes de valeur sensibles au genre.

Sigles et abréviations

CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMM	Mécanisme d'appui au programme multipartenaires
CVSG	Chaîne de valeur sensible au genre
CVAD	Chaîne de valeur alimentaire durable
DCVAD	Développement de chaînes de valeur alimentaires durables
CV	Chaîne de valeur
WEE	Autonomisation économique des femmes

C H A P I T R E 1

Introduction: genre, chaînes de valeur et durabilité



Introduction: genre, chaînes de valeur et durabilité

Ces dernières années, la libéralisation du commerce, la mondialisation, les avancées technologiques et autres grandes tendances se sont traduites par des changements importants dans les systèmes agricoles et alimentaires. Ces changements ont eu des répercussions positives, telles que l'ouverture de nouveaux marchés et la création de liens fructueux entre les producteurs et les marchés. Cependant, ils ont aussi créé de nouveaux défis pour les acteurs ruraux qui cherchent à accéder et profiter des marchés locaux, nationaux et mondiaux (FAO, 2013c). Les femmes en particulier se heurtent à des difficultés majeures par rapport aux hommes pour accéder aux ressources productives et participer de manière équitable aux chaînes de valeur agroalimentaires. Les statistiques récentes montrent que les femmes constituent 43 pour cent de la main d'œuvre agricole et sont fortement impliquées dans la production de cultures vivrières et de rente à l'échelle mondiale, ainsi que les pêches, la foresterie et l'élevage. Cette disparité entre les sexes représente donc une occasion manquée d'assurer à la fois le développement durable du secteur agricole et une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous (FAO, 2011).

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a notamment pour mandat de veiller à ce que les processus actuels de croissance et de commercialisation dans le secteur agricole n'aggravent pas le manque d'autonomie des femmes et des filles, mais contribuent plutôt au développement durable des systèmes agroalimentaires. L'inclusivité des systèmes agroalimentaires – c'est-à-dire leur capacité à impliquer tous les individus, sans discrimination liée au sexe ou à d'autres appartenances – dépend de la mesure dans laquelle ils offrent la possibilité aux catégories les plus vulnérables (petits exploitants, petites entreprises et entreprises gérées par des femmes ou des jeunes) d'avoir accès aux ressources et aux services nécessaires à la conduite de leurs activités tout en en tirant une rémunération suffisante¹. Améliorer l'inclusivité, la justice sociale et l'égalité des sexes dans les systèmes agroalimentaires nécessite la prise en compte de tous les échelons de la chaîne de valeur, depuis le producteur individuel jusqu'au marché final, de manière à permettre une compréhension globale des problèmes et contraintes qui conduisent à l'exclusion et à la marginalisation de certains intervenants tout au long de la chaîne de valeur.

Au cours de la dernière décennie, le concept de chaîne de valeur (CV) s'est affirmé comme un des principaux paradigmes de la pensée et de la pratique du développement, et est désormais reconnu comme un concept clé pour le développement de systèmes alimentaires durables. La montée du paradigme CV s'est accompagnée d'une vaste panoplie de pratiques et de publications hétérogènes qui ont créé un besoin croissant d'un cadre théorique unifié et de conseils pratiques ayant un fondement scientifique. La FAO a répondu à ce besoin en inaugurant une série de manuels en 2014 sur le développement de chaînes de valeur alimentaires durables (DCVAD) (FAO, 2014a).

¹ Selon Oxfam International, un salaire décent correspond à la rémunération d'une semaine de travail à plein temps (sans heures supplémentaires) permettant à une famille de subvenir à ses besoins fondamentaux ainsi qu'à quelques dépenses discrétionnaires.

Le présent cadre d'orientation et sa publication complémentaire, *Développer des chaînes de valeur sensibles au genre: Guide pratique*, ont pour objet de contribuer à cette série de manuels en vue d'une intégration plus systématique des dimensions de genre dans les programmes et projets, afin que les hommes et les femmes puissent bénéficier de manière plus équitable des interventions de développement des chaînes de valeur.

DURABILITÉ: NÉCESSITÉ DE L'INTÉGRATION DU GENRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR

Favoriser l'égalité des sexes et développer des chaînes de valeur durables sont des objectifs interdépendants. La plupart des études comparatives ont déjà établi que les améliorations de l'égalité entre les sexes et la croissance économique peuvent se renforcer mutuellement, tandis que les inégalités entre les sexes ont tendance à engendrer des surcoûts et des inefficacités (Banque mondiale, 2001; Banque mondiale, FIDA et FAO, 2009). Comblé le "fossé entre les sexes" dans l'agriculture peut aboutir à des gains de production importants: selon le rapport de la FAO sur *La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011*, les rendements générés par les femmes pourraient croître de 20-30 pour cent si elles avaient le même accès que les hommes aux intrants agricoles. Cela permettrait une augmentation de la production agricole totale dans les pays en développement de 2,5-4 pour cent, permettant à son tour de réduire le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire chronique dans le monde de 12 à 17 pour cent (FAO, 2011). Dans ce contexte, l'intégration des considérations de genre dans le développement des chaînes de valeur agroalimentaires n'est pas seulement nécessaire en termes de droits humains: c'est aussi un préalable à la croissance durable dans les domaines d'intervention.

D'après le *Rapport sur le développement humain 2011* du PNUD, "le développement non équitable est inconcevable dans le cadre du développement humain durable". Le rapport souligne que promouvoir la durabilité en omettant d'affronter les inégalités sociales dans l'élaboration des politiques n'est pas seulement contraire aux principes fondamentaux du développement, mais constitue aussi une pratique foncièrement erronée (PNUD, 2011). La dynamique de genre est inextricablement liée au cycle de développement des chaînes de valeur: l'efficacité des chaînes est fortement dépendante de l'établissement de liens solides et d'une collaboration positive entre les acteurs, et les femmes sont des actrices importantes tout au long de la filière, même si elles sont souvent invisibles ou ignorées.

Les relations hommes-femmes sont une composante essentielle du contexte social et économique qui détermine le fonctionnement des chaînes de valeur à tous les niveaux. Elles ont un impact déterminant sur des aspects comme les types d'emplois disponibles pour les hommes et les femmes, les écarts de rémunération et les aspects qualitatifs du rôle productif des individus dans la chaîne de valeur (ex. budget-temps, adoption de technologies d'allègement des tâches, participation aux décisions). **Les relations hommes-femmes**

LA PARITÉ HOMMES-FEMMES DANS LES CHAÎNES DE VALEUR CONTRIBUE À:

- » L'EFFICACITÉ DE LA CV ET À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE
- » LA JUSTICE SOCIALE
- » LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ
- » LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION POUR TOUS

Introduction:
genre, chaînes
de valeur
et durabilité

sont également profondément affectées par les changements économiques associés à l'amélioration des chaînes de valeur. Par exemple, une participation plus intense des femmes à la production peut accroître *ou réduire* leur accès et leur contrôle sur les revenus (Rubin et Manfre, 2014). De même, des modifications du rôle productif des hommes et de leurs possibilités de revenus peuvent donner lieu à des changements d'équilibre des pouvoirs décisionnels au sein des ménages et de la communauté. Enfin, il convient de noter que les considérations de genre entrent en ligne de compte dans les questions de durabilité environnementale des chaînes de valeur. Dans la division des tâches du ménage, les femmes sont généralement chargées de la collecte de la nourriture, du bois de feu et de l'eau, ainsi que de la production de cultures de subsistance. Cependant, elles n'ont généralement qu'un accès limité aux technologies et aux informations essentielles (telles que l'irrigation ou la formation sur les techniques d'atténuation des effets de la sécheresse) susceptibles d'accroître leur résilience face aux changements environnementaux. Elles sont par conséquent frappées de façon disproportionnée par toute modification des disponibilités en ressources naturelles, mais elles sont aussi idéalement placées pour servir d'agents de changement dans la gestion des ressources naturelles (UN WomenWatch).

Pour toutes ces raisons, les considérations de genre sont en parfaite cohérence avec les trois principes de base de l'approche de durabilité du cadre DCVAD (conjuguant les aspects économiques, sociaux et environnementaux), qui définit une chaîne de valeur alimentaire durable comme étant:

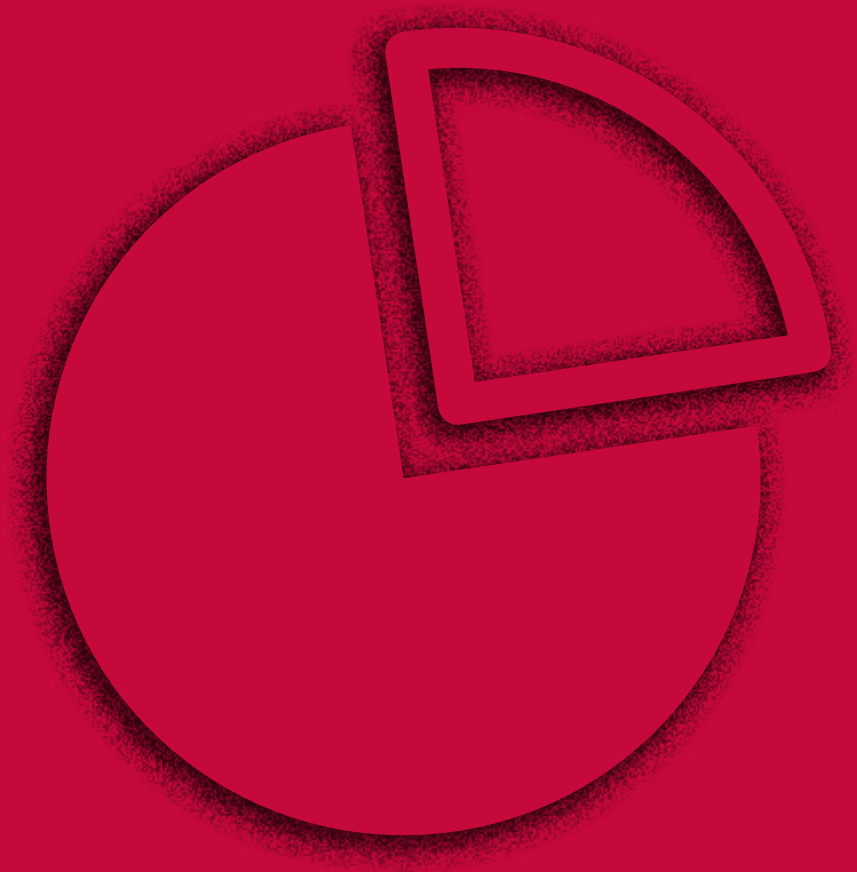
“ L'ensemble des exploitations agricoles et des entreprises, et leurs activités successives et coordonnées d'ajout de valeur, qui produisent des matières premières d'origine agricole et les transforment en produits alimentaires, lesquels sont vendus à des consommateurs finaux, et éliminés après utilisation, d'une façon qui soit rentable d'un bout à l'autre, qui ait de larges effets positifs pour la société et qui n'épuise pas de façon permanente les ressources naturelles (FAO, 2014a).² ”

Les principes directeurs du DCVAD affirment qu'une approche holistique est nécessaire pour identifier les causes interdépendantes qui sont à l'origine de la sous-performance des chaînes de valeur. La dynamique de genre est essentielle à ce processus. **Les hommes et les femmes travaillant dans les chaînes de valeur alimentaires sont confrontés à des enjeux différents et ont accès à des ressources différentes:** faire abstraction de ces différences limiterait sérieusement la pertinence des analyses menées durant les deux premières phases du cycle de développement des chaînes de valeur (mesurer

² La définition est principalement une variante et un élargissement de la définition de Kaplinsky et Morris (2000).

C H A P I T R E 2

Le travail de la FAO sur le genre et les chaînes de valeur



Ce chapitre examine les approches et les priorités de la FAO en matière de développement de chaînes de valeur sensibles au genre. Il commence par décrire le contexte institutionnel et l'avantage comparatif de la FAO avant d'analyser les travaux existants de l'Organisation sur le développement de chaînes de valeur sensibles au genre. Il recense également les lacunes qui affectent ces travaux et recommande d'adopter une approche plus unifiée et mieux coordonnée pour élargir et amplifier l'impact des travaux de l'Organisation. Le cadre FAO des chaînes de valeur alimentaires durables offre des points d'entrée pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre en indiquant que les interventions doivent être ciblées là où elle sont susceptibles d'avoir le plus d'impact. Les disparités entre les sexes en matière de développement de chaînes de valeur sont profondes; et pourtant, en les analysant et en les traitant de façon judicieuse, on peut obtenir des changements structurels et systémiques. Ce faisant, la chaîne de valeur gagne en durabilité, permettant de satisfaire à un des buts premiers du cadre de DCVAD.

LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL DE LA FAO

La FAO a adopté le concept de développement des chaînes de valeur comme une méthode efficace pour promouvoir la croissance durable du secteur agricole et contribuer à l'éradication de la faim et de la pauvreté rurale. Le manuel DCVAD présente un cadre global clair pour la mise en œuvre de cette approche. Comme déjà indiqué, ce cadre intègre les aspects sociaux, économiques et environnementaux de la durabilité; cependant, il ne fournit pas de recommandations précises sur les dimensions de genre.

La Politique de la FAO en faveur de l'égalité entre les sexes s'inscrit dans le droit fil de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Elle invite l'ensemble de l'Organisation à intégrer les efforts en faveur de la parité hommes-femmes dans ses travaux techniques. Elle reconnaît également que pour atteindre ce but, il ne suffit pas de s'attacher à réduire l'inégalité d'accès aux ressources productives. Il faut aussi s'assurer que les femmes et les hommes sont en mesure d'influencer les décisions en matière de programmes et de politiques (voix au chapitre), et qu'ils ont la possibilité de tirer parti des opportunités économiques pour améliorer leur bien-être individuel et celui de leurs ménages (agentivité) (FAO, 2013a).

L'AVANTAGE COMPARATIF DE LA FAO POUR LE DÉVELOPPEMENT DE CHAÎNES DE VALEUR SENSIBLES AU GENRE

La FAO dispose d'une sphère d'influence très étendue, du fait de son vaste mandat portant sur les systèmes alimentaires et agricoles de l'ensemble du monde, ainsi que sa position de neutralité en tant qu'organisation gouvernée par une conférence de 194 États membres. L'Organisation promeut la formulation des politiques à l'échelle internationale, et aide ensuite les États membres à traduire les accords internationaux en politiques nationales. A ce titre, la FAO

a la possibilité de contribuer à créer des environnements propices à la création de chaînes de valeur inclusives et durables au sein des systèmes alimentaires et agricoles. Un lobbying international peut s'avérer très efficace pour créer les conditions nécessaires à la mise en place de règles équitables, précisément parce que l'égalité entre les sexes peut être une question politiquement sensible. Grâce à sa présence sur le terrain, la FAO est dotée des infrastructures lui permettant d'obtenir un impact; et en travaillant avec des partenaires comme les gouvernements nationaux et le secteur privé, elle incite aux changements structurels et systémiques. L'expertise considérable de l'Organisation couvrant tous les aspects du développement des chaînes de valeur, et ses solides succès obtenus en matière d'égalité des sexes dans le développement rural, ouvrent la voie à des contributions majeures dans les domaines de l'autonomisation des femmes et du développement de chaînes de valeur efficaces pour lutter contre la pauvreté rurale et la faim dans le monde.

LE DÉVELOPPEMENT DE CHAÎNES DE VALEUR SENSIBLES AU GENRE À LA FAO

Dans ses travaux sur l'égalité des sexes dans le développement agricole, la FAO s'est concentrée avant tout sur la réduction de la disparité hommes-femmes en matière d'accès aux ressources productives (FAO, 2011). Cette priorité est au premier plan dans les documents stratégiques et les thèmes spécifiques abordés dans les documents de travail sur l'égalité entre les sexes et le développement rural. Depuis 2010, la FAO publie des travaux axés sur l'égalité des sexes et les chaînes de valeur destinés à différents publics et visant différents objectifs. On peut distinguer quatre grands types de documents: (i) documents stratégiques ou théoriques; (ii) rapports de bonnes pratiques; (iii) rapports de programme / études de cas et évaluations de chaînes de valeur; et (iv) outils de terrain et bases de données ventilées par sexe (ex. différences d'accès à la terre entre hommes et femmes). Certains appliquent des approches de chaîne de valeur tandis que d'autres sont ciblés sur des objectifs plus larges de développement agricole. (Une liste de publications pertinentes figure à l'Annexe 1).

Ces documents ont exploré plusieurs thèmes essentiels. Tout d'abord, la quasi-totalité des publications souligne **l'importance d'une solide analyse de genre pour la planification et la mise en œuvre d'interventions efficaces dans les chaînes de valeur**. Certaines identifient les types spécifiques de contraintes de genre auxquelles se heurtent les femmes et les manières dont sont occultés les rôles des femmes dans une chaîne de valeur donnée ou un type de chaîne de valeur, tout en soulignant les pertes économiques subies sous l'effet de politiques et interventions ignorant la dimension de genre (FAO, 2013b, 2015c; Hill et Vigneri, 2011). D'autres publications documentent également les dangers d'approches standardisées ou toutes faites (sans analyse de genre ni du contexte) ou d'interventions de chaînes de valeur fondées sur des analyses de genre non pertinentes (Coles et Mitchell, 2011). **La nécessité de comprendre les facteurs sociaux, culturels et politiques dans les domaines d'intervention** est un autre grand thème récurrent. Il est capital de bien comprendre le con-

Le travail de la FAO sur le genre et les chaînes de valeur

texte pour identifier les causes profondes qui déterminent les différents degrés de participation et la répartition des avantages entre les différents acteurs des chaînes de valeur, et prendre ainsi des mesures efficaces propres à combler toute disparité d'accès aux ressources.

Sur le plan méthodologique, diverses publications de la FAO ont illustré l'utilité de certains niveaux clés d'analyse pour faire ressortir des contraintes sociales potentiellement masquées. Par exemple, faire la distinction entre interventions sur la demande et sur l'offre pour promouvoir des innovations technologiques et/ou des services de conseils ruraux peut expliquer pourquoi l'adoption ou les bénéfices sont faibles au sein d'un groupe donné d'acteurs comme les femmes, ce qui permet de jeter les bases d'une action correctrice (ex. amorcer le dialogue avec les utilisateurs finaux d'une technologie ou d'un service dès le stade de sa mise au point ou formulation) (Ragasa et al., 2014). **Le niveau interne au ménage représente une autre grande lacune analytique dans les interventions de chaînes de valeur et de développement agricole.** Ce niveau d'analyse est crucial pour comprendre la dynamique à l'origine des contraintes basées sur le genre, comme le manque de temps des femmes ou leur incapacité à accéder à certains biens et services. Il suggère également qu'un point d'entrée stratégique pour les interventions sur les chaînes de valeur pourrait être les services orientés sur les ménages et la famille: les activités menées à ce niveau présentent en effet le double avantage de surmonter les obstacles pour toucher les femmes tout en impliquant les hommes, ce qui accroît la probabilité d'une intervention durable (Coles et Mitchell, 2011; FAO, 2015b; Grassi, Landberg et Huyer, 2015).

RENFORCER L'EFFICACITÉ DE LA FAO POUR LE DÉVELOPPEMENT DE CHÂÎNES DE VALEUR SENSIBLES AU GENRE (CVSG)

Trois grands aspects du travail de l'Organisation nécessitent des améliorations pour gagner en efficacité dans le développement de CVSG. Tout d'abord, de nombreux projets et programmes de la FAO sont conçus pour améliorer la productivité agricole en ciblant l'accès des petits exploitants aux ressources productives et aux marchés. Cette stratégie peut s'avérer valide dans certains cas, mais ce type d'intervention diffère du développement des chaînes de valeur (même s'il est souvent étiqueté ainsi à tort). Ce genre de programme peut certes porter sur un segment particulier d'une chaîne de valeur (ou une partie de la filière agricole). Cependant, l'accent reste mis au départ sur ce maillon/niveau de production, sans qu'une analyse de la chaîne de valeur soit nécessairement le fondement sur lequel repose l'intervention. Cela signifie que les liens avec d'autres maillons et acteurs de la chaîne de valeur et du système global de marchés ne sont pas pris en considération, ce qui limite la possibilité d'apporter des changements systémiques et structurels.

De même, de nombreux programmes confondent cibler les femmes et œuvrer à l'égalité entre les sexes. Face au défi de concevoir une intervention sensible au genre, certains praticiens mal préparés à travailler avec les concepts de genre



ENCADRÉ 1

Programmes axés sur le genre et les femmes

Programmes qui prennent en compte la dimension de genre: programmes visant à comprendre les différences hommes-femmes et la manière dont cette dimension affecte la planification. Les questions de genre sont intégrées dans certains aspects du cycle de vie du programme comme les études de marché, et des cibles de participation hommes-femmes sont mises en place et suivies. L'autonomisation économique des femmes (WEE) ne constitue pas un objectif clé du programme.

Programmes qui intègrent la dimension de genre: programmes qui intègrent expressément l'autonomisation économique des femmes dans tous les aspects du cycle du programme. Par exemple: conduite d'études de marché tenant compte du genre; sélection de secteurs et d'interventions sensibles au genre; identification de points d'entrée pour les femmes dans des chaînes de valeur ciblées; stratégies d'accroissement de la participation et du leadership des femmes; et systèmes de mesure de résultats tenant compte du genre. Les interventions ont pour but de faciliter le changement au profit de tous les bénéficiaires – hommes et femmes. L'autonomisation économique des femmes est un des objectifs clés du programme.

Programmes ciblés sur les femmes: programmes conçus pour l'autonomisation économique des femmes qui en est l'objectif clé. Les interventions visent à faciliter le changement au profit des bénéficiaires femmes. L'autonomisation économique des femmes est l'objectif clé du programme.

Source: Markel, 2014.

ou l'analyse socio-culturelle sont susceptibles d'ignorer ces dimensions ou de décider de cibler les groupes existants de femmes ou les chaînes de valeur où les femmes jouent déjà un grand rôle. Si de telles stratégies peuvent s'avérer valables dans certains contextes, les interventions qui ne sont pas fondées sur une analyse de genre solide risquent de faire plus de mal que de bien.

Enfin et peut-être surtout, ces problèmes dérivent du fait que l'information sur le genre dans les chaînes de valeur est limitée. Parmi les thèmes à approfondir, figurent, entre autres, les liens entre l'égalité entre les sexes et les grands investissements agricoles; la dimension du genre dans les petites et moyennes entreprises; les opportunités d'emploi formel pour les femmes; et les stratégies de renforcement des femmes chefs d'entreprise. Un certain nombre d'études ont déjà fortement contribué à notre connaissance des problèmes de genre dans le développement des chaînes de valeur. Néanmoins, davantage de matériels accessibles de savoirs et de formation sont nécessaires dans le cadre d'une approche unifiée à l'échelle de l'organisation pour accroître la sensibilité au genre et la durabilité des programmes.

Le présent cadre d'orientation de la FAO sur le développement de chaînes de valeur sensibles au genre et son guide pratique complémentaire ont été élaborés afin de contribuer à combler ces lacunes et ouvrir la voie pour un traitement exhaustif des questions d'égalité des sexes dans les travaux techniques et normatifs de l'Organisation relatifs aux chaînes de valeur agroalimentaires.

Le travail de
la FAO sur
le genre et
les chaînes
de valeur

1

CHAPITRE 2

2

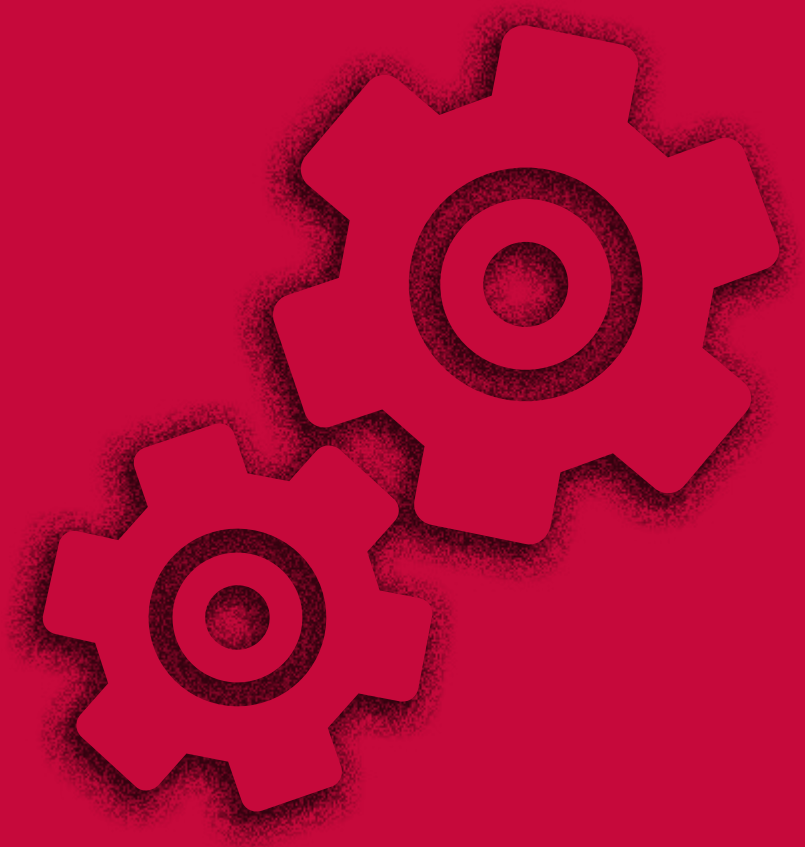
3

Bi

An

C H A P I T R E 3

Concepts clés pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre





Concepts clés pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre

Ce chapitre examine les principaux concepts de base qui sont essentiels pour la promotion de chaînes de valeur durables et sensibles au genre. Il commence par décrire les éléments clés de l'approche DCVAD, qui constituent le fondement du présent cadre d'orientation. Il poursuit en définissant les principaux aspects de l'autonomisation économique des femmes dans le contexte du développement des chaînes de valeur agroalimentaires. L'autonomisation économique des femmes est essentielle pour atteindre l'égalité des sexes, et il est nécessaire de comprendre ces concepts pour être en mesure d'intégrer les questions de genre dans le développement des chaînes de valeur. Ces deux séries de concepts sont à la base de deux disciplines qui ont généralement du mal à communiquer entre elles. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la valeur ajoutée du Cadre CVSG réside précisément dans la fourniture d'un itinéraire permettant leur intégration dans la théorie et la pratique.

CONCEPTS DE DÉVELOPPEMENT DE CHAÎNES DE VALEUR ALIMENTAIRES DURABLES³

L'approche DCVAD s'articule autour de l'idée que pour garantir la durabilité des interventions de développement de chaînes de valeur, il faut un niveau d'analyse qui aille au-delà de l'identification de contraintes superficielles (qui



ENCADRÉ 2

Phases du cycle de développement des CVAD

- » La première phase, celle de la **mesure de la performance**, évalue une chaîne de valeur au regard des résultats économiques, sociaux et environnementaux qu'elle donne par rapport à son potentiel (principes 1, 2 et 3).
- » Dans la deuxième phase, de la **compréhension de la performance**, on étudie les causes profondes de la sous-performance en tenant compte des modalités selon lesquelles les parties prenantes de la chaîne de valeur et leurs activités sont liées entre elles et avec leur environnement économique, social et naturel dans un système (principe 4), de la façon dont ces liens influencent le comportement commercial des différentes parties prenantes (principe 5) et de la façon dont la détermination de la valeur dans les marchés finaux façonne la dynamique du système (principe 6).
- » Dans la troisième phase, celle de l'**amélioration de la performance**, on suit une séquence logique qui consiste à mettre au point une stratégie pour le développement de la chaîne de valeur de base fondée sur l'analyse réalisée lors de la deuxième phase et sur la vision dont conviennent les parties prenantes (principe 7) et à choisir des activités de mise à niveau et des partenariats multilatéraux dont on peut raisonnablement attendre qu'ils auront un impact de l'ampleur envisagée (principes 8, 9 et 10).

Source: FAO, 2014a.

³ Tous les concepts de ce paragraphe sont tirés de la FAO (2014).

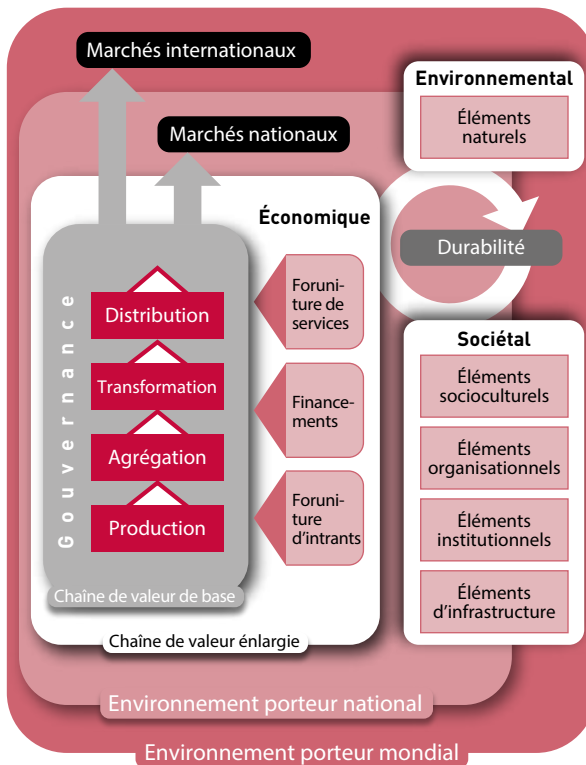
sont souvent de simples symptômes d'un problème), et **se concentre sur la compréhension des causes profondes et imbriquées de la sous-performance des chaînes de valeur**. Cela repose sur la conviction qu'une chaîne de valeur n'opère pas isolément mais fait plutôt partie d'un système, ce qui veut dire que les solutions au mauvais fonctionnement peuvent résider ailleurs dans le système, et pas nécessairement dans la chaîne de base. L'approche renvoie à dix principes intimement liés, qui sont groupés en trois phases d'un cycle de développement continu (voir Encadré 2 ci-dessus).

Le Cadre de la chaîne de valeur alimentaire durable

Le Cadre de la chaîne de valeur alimentaire durable (voir Figure 1) décompose les systèmes agroalimentaires en quatre niveaux. Au centre se trouve la **CV de base**, qui renvoie aux acteurs de la filière – c'est-à-dire à ceux qui produisent ou achètent en amont et ajoutent une valeur au produit avant de le vendre au

FIGURE 1

Cadre de chaîne de valeur alimentaire durable



Source: FAO, 2014a.

niveau suivant. Les fonctions de production, agrégation, transformation et distribution sont les principaux maillons de la chaîne de base, et l'efficacité à ce niveau dépend étroitement de la structure de gouvernance, à savoir, de la nature des liens entre les intervenants le long de ces maillons et dans l'ensemble de la chaîne.

Le niveau suivant du cadre est la **CV élargie**, qui comprend les fournisseurs d'appui au développement des entreprises qui facilitent le processus de création de valeur par la fourniture d'intrants physiques (ex. semences ou matériels d'emballage), de services non financiers (ex. pulvérisations des champs, transport ou études de marché) ou de services financiers (ex. prêts).

Enfin, les deux derniers niveaux sont les **environnements** porteurs à l'échelle **nationale et mondiale**, qui déterminent les conditions dans lesquelles opèrent les acteurs de la chaîne de valeur et les fournisseurs d'appui. Ces niveaux sont cruciaux puisque ce sont les achats des consommateurs sur les marchés nationaux et internationaux qui détermineront en définitive la valeur des produits agroalimentaires.

Il convient également de noter que les environnements porteurs à l'échelle nationale et mondiale reposent à la fois sur des éléments sociétaux (socio-culturels, institutionnels, organisationnels et infrastructurels) et des éléments naturels (sols, air, eau, biodiversité et autres ressources naturelles), qui interagissent tous avec la chaîne de valeur et par conséquent influent sur sa viabilité économique. Ces niveaux d'analyse dans le cadre CVAD permettent donc de souligner l'**interdépendance des dimensions économiques, sociales et environnementales du fonctionnement et de la durabilité de la chaîne de valeur**.

CONCEPTS D'ÉGALITÉ DES SEXES ET D'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

A l'échelle mondiale, les inégalités liées au genre sont répandues et tenaces, en particulier dans les zones rurales où les femmes tendent à être défavorisées par rapport aux hommes dans l'accès aux ressources productives et l'accumulation de capital humain nécessaires au progrès économique. Elles manquent souvent du pouvoir et de l'agentivité nécessaires pour avoir le contrôle des activités économiques ou en tirer les bénéfices, ainsi que pour participer et être représentées au sein des institutions rurales, des organisations et de la vie publique. C'est pour cette raison que l'autonomisation économique des femmes est fréquemment adoptée en tant que stratégie clé pour atteindre l'égalité des sexes, ainsi que les objectifs généraux de la FAO visant à la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Si les définitions de l'autonomisation économique des femmes sont multiples, la plupart tendent à se regrouper autour des deux dimensions liées examinées plus haut: l'**accès aux ressources productives** (qui représente la possibilité de *progrès économique* pour les femmes travaillant dans les systèmes agroalimen-

Concepts clés pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre

1
2
3
4
An
Bi



ENCADRÉ 3

Comprendre les concepts “genre” et “autonomisation des femmes”

Genre: rôles respectifs, comportements et caractéristiques que la société juge appropriés pour chaque sexe et qui sont acquis par des processus de socialisation. Les personnes naissent de sexe féminin ou masculin mais apprennent à devenir des femmes et des hommes. Contrairement au sexe qui est biologique, les attitudes de genre peuvent évoluer et se modifier au fil du temps (FAO, 2014b).

Genre vs femmes: les femmes sont une catégorie d’individus; le genre est la différence que la société attribue aux hommes et aux femmes. Cela donne lieu à certaines relations et dynamiques de pouvoir, cause d’inégalités dans la capacité de faire des choix, souvent aux dépens des femmes. C’est la raison pour laquelle les interventions de développement ciblent leur autonomisation (FAO, 2014c, 2011).

Autonomisation des femmes: l’autonomisation se réfère au “processus par lequel les personnes dépourvues de la capacité à faire des choix stratégiques acquièrent cette capacité” (Kabeer, 1999). Pour ce qui est des femmes dans les chaînes de valeur, l’autonomisation se réfère à la modification des relations entre les sexes dans le but d’accroître la capacité des femmes de façonner leurs propres vies (Laven et al., 2009).

taires), et **le pouvoir et la capacité d’agir (“agentivité”)**.⁴ Le but du chapitre suivant est de présenter et de définir les principaux concepts en rapport avec l’autonomisation économique de femmes et le développement de chaînes de valeur durables.

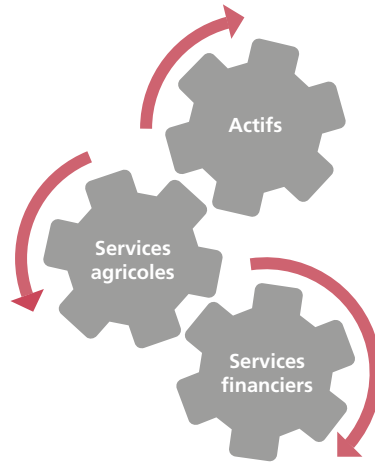
Accès aux ressources productives

Le concept d’accès aux ressources productives est au cœur de la compréhension des possibilités de progrès économique des femmes et des hommes ruraux. Les ressources nécessaires peuvent être regroupées en trois grandes catégories le long des maillons des chaînes de base et élargie: 1) les actifs (capital productif), 2) les services agricoles, et 3) les services financiers (voir Figure 2). L’accès à ces ressources est largement déterminé par l’environnement porteur national et mondial, notamment les normes socio-culturelles, les cadres de politiques économiques et la dynamique des ménages. Les sections suivantes offriront une brève description des disparités d’accès aux ressources productives selon le genre dans ces différents domaines.

⁴ Les concepts WEE décrits dans ce chapitre reposent sur ceux évoqués dans le DCED (2014) et le CIRF (2011). Ils ont été légèrement adaptés pour refléter le contexte spécifique dans lequel opère la FAO.

FIGURE 2

Composantes d'accès aux ressources productives



Concepts clés pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre

1. Accès aux actifs

En règle générale, les femmes ont moins d'accès que les hommes aux actifs ou moyens de production (FAO, 2011). En milieu rural, les actifs de production sont essentiels aux moyens d'existence agricoles, mais ils constituent également une méthode importante d'accumulation et de stockage de richesse pour améliorer la résilience aux chocs (crise économique, maladie), ce qui les rend essentiels pour l'autonomisation économique.

Terre

La terre est l'actif le plus important pour les ménages dont l'agriculture et le principal moyen d'existence. L'accès et le contrôle de la terre sont souvent étroitement liés à la richesse, au statut et au pouvoir, ainsi qu'à la possibilité d'accéder à d'autres ressources et services. Les femmes ont toujours moins de probabilités d'être propriétaires ou de gérer des terres et d'avoir accès aux terres en location. La terre à laquelle elles accèdent est souvent de piètre qualité et divisée en plus petites parcelles (FAO, 2011).

Équipement

L'utilisation de matériels et de machines peut améliorer considérablement l'efficacité et la qualité des chaînes de valeur agroalimentaires, en particulier au niveau de la production et de la transformation. En outre, les agriculteurs ayant plus de terres et d'outils sont plus susceptibles d'adopter d'autres technologies, ce qui vient renforcer la conviction que des complémentarités existent entre les intrants agricoles (FAO, 2011). Pour les femmes, l'adoption de matériel permettant d'économiser la main d'œuvre peut grandement contribuer à réduire leur charge de travail et à libérer du temps pour d'autres activités. Toutefois, si l'utilisation de matériels mécaniques est généralement faible chez les petits exploitants, hommes comme femmes, il existe une grande disparité entre les ménages dirigés par un homme et par une femme (FAO, 2011).

Réseaux

Le capital social est décisif pour avoir accès aux marchés et aux ressources. Celui des femmes est souvent plus limité et plus informel que celui des hommes et repose souvent sur la famille et les voisins, tandis que les réseaux sociaux des hommes tendent être plus formels et comprennent des collègues et autres contacts de travail (Kim et Sherraden, 2014). En conséquence, les femmes sont moins susceptibles de tirer des avantages économiques de leurs réseaux, tandis que les hommes ont plus de possibilités d'être insérés dans des réseaux plus vastes à dominante masculine (Kim et Sherraden, 2014). La participation aux coopératives et aux associations professionnelles peut permettre aux femmes de donner plus d'envergure à leurs entreprises et d'influer davantage sur les prises de décision dans un secteur agricole donné. Par conséquent, le renforcement des organisations et réseaux de femmes rurales peut servir d'outil multidimensionnel pour promouvoir leur autonomisation (FAO, 2013a).

2. Accès aux services agricoles

Les femmes ont généralement moins d'accès que les hommes aux services agricoles essentiels susceptibles d'entraîner des accroissements de rendement appréciables (FAO, 2011). Étant donné l'interdépendance entre nombre de ces services, améliorer l'accès à un type de service se traduit souvent par un meilleur accès à d'autres types de services, multipliant ainsi les gains.

Formation et information

On constate généralement un biais dans la conception de ce type de service en faveur des agriculteurs et transformateurs de sexe masculin. Cela repose sur la perception erronée que seuls les hommes – et non les femmes – sont des agriculteurs ou entrepreneurs, ou sur l'hypothèse que les agriculteurs hommes se chargeront d'informer les membres féminins de leur foyer sur ce qui touche à leurs activités productives. Les femmes peuvent également se heurter à des limitations d'ordre pratique (comme les contraintes de mobilité et de temps) ou à un moindre niveau d'instruction qui peut les empêcher de prendre part aux séances de formation. De plus, les femmes ont généralement un accès très faible à l'information, ne disposant pas des mêmes canaux d'information que les hommes (participation aux réunions communautaires, adhésion à des organisations paysannes, manque d'accès aux médias comme la radio, etc.).

Technologie

Outre un accès restreint à la technologie, les femmes tendent aussi à avoir un taux d'adoption plus faible à cause de contraintes de temps, de disparités en matière d'éducation et d'une plus grande aversion au risque (FAO, 2011). L'utilisation de la technologie peut non seulement accroître l'efficacité des travaux agricoles, mais aussi alléger considérablement les tâches des femmes dans leurs fonctions de procréation, leur laissant ainsi le temps pour d'autres activités de leur choix.⁵

⁵ La publication de la FAO *Running out of time: The reduction of women's work burden in agricultural production* (2015) souligne combien les contraintes de temps des femmes entravent leur productivité et présente diverses techniques d'allègement des tâches.

Intrants

Dans l'ensemble, les femmes ont moins d'accès aux intrants agricoles et sont moins susceptibles que les hommes d'utiliser des intrants modernes tels que variétés de semences améliorées, engrais, mesures de lutte contre les ravageurs et outils mécaniques (FAO, 2011). Cela s'explique en partie par le fait que le recours aux intrants dépend du contrôle sur d'autres actifs tels que la terre ou le capital social, mais aussi par l'accès moindre des femmes au capital financier qui sert à l'achat des intrants.

3. Accès aux services financiers

Pour moderniser une chaîne de valeur, il faut souvent disposer d'un fonds de roulement. Les femmes ont généralement un moindre accès aux services financiers que les hommes, quel que soit le maillon de la chaîne de valeur dans laquelle elles opèrent. Les femmes sont rarement propriétaires des terres qu'elles cultivent ou des maisons qu'elles habitent, qui sont indispensables pour servir de garantie. Des barrières institutionnelles, telles que l'obligation d'un co-signataire de sexe masculin pour ouvrir un compte bancaire, empêchent également les femmes d'accéder aux prêts et autres services financiers. Par ailleurs, des facteurs socio-culturels, tels que des attentes quant au rôle des femmes en tant que ménagères, peuvent limiter leur mobilité ou leur ciblage par les prestataires de services financiers.

Pouvoir et capacité d'agir ("agentivité")

Pouvoir et capacité d'agir (ou "agentivité") sont des dimensions essentielles de l'autonomisation économique des femmes. Par **agentivité**, on entend la capacité de faire des choix autonomes et de transformer ces choix en résultats souhaités.⁶ Le contrôle des ressources et des profits, ou **pouvoir**, va de pair avec la capacité d'agir. La mesure dans laquelle un individu est à même de – et prêt à – exercer son pouvoir et son agentivité dépend en grande partie du contexte socio-culturel et institutionnel. Ce contexte définit les rôles de genre, qui se conjuguent souvent avec d'autres aspects du statut socio-économique (comme la richesse ou l'ethnicité) pour façonner la place des femmes dans la société. Les dynamiques au niveau des individus et des ménages (comme la confiance en soi ou la répartition du pouvoir décisionnel) constituent une sphère additionnelle d'influence qui affecte la capacité des femmes d'exercer leur pouvoir et agentivité. Tous ces facteurs se conjuguent pour constituer les causes fondamentales du manque de participation ou de l'incapacité des femmes à tirer des avantages égaux des chaînes de valeur dans tout domaine d'intervention. Le pouvoir et la capacité d'agir sont des concepts complexes et multi-dimensionnels, qui ne peuvent pas être analysés en détail ici. Toutefois, trois aspects particulièrement pertinents pour la capacité des femmes d'exercer leur pouvoir et agentivité dans les chaînes de valeur agroalimentaires ont été retenus et sont examinés ci-après (un exemple d'indicateurs spécifiques mesurant les différentes dimensions du pouvoir et de l'agentivité figure à l'Annexe 2).

⁶ Glossaire élargi de la FAO (juillet 2015).

1. *Capacités*

Les capacités renvoient au niveau de connaissances, de compétences et d'expérience d'un individu, ainsi qu'à tous les autres facteurs qui influent sur sa liberté de choisir sa manière d'être et d'agir (Robeyns, 2003). Les femmes ont souvent moins de capacités concernant la participation aux chaînes de valeur et les avantages qu'elles en tirent. Comme nous l'avons vu plus haut, elles reçoivent moins d'instruction et de formation que les hommes et ont souvent moins l'occasion de prendre part à d'importantes transactions commerciales. De surcroît, les femmes qui ont la chance d'être formées ou de participer aux marchés peuvent se retrouver dans un environnement qui n'a pas été conçu en fonction de leurs attributs et de leurs contraintes spécifiques. Cela signifie qu'en toute probabilité, elles ne seront pas en mesure de participer pleinement ou de tirer pleinement avantage de l'accès à ces ressources, et que leurs connaissances et aptitudes potentiellement stratégiques ne seront ni encouragées, ni développées.

2. *Confiance en soi*

Compte tenu des normes socio-culturelles existantes, les femmes peuvent manquer de l'assurance nécessaire pour participer activement à la chaîne de valeur. Pour comprendre et relever ce défi, il faut tenir compte du fait que les dynamiques sociales sont souvent complexes et requièrent une approche holistique. Les normes et valeurs retentissent sur tous les membres d'une société donnée, y compris les personnes exclues ou défavorisées, qui vont les internaliser. Les rôles de genre et autres rôles socio-culturels ont un impact majeur sur la manière dont les individus se perçoivent et choisissent en conséquence d'agir. Un environnement dans lequel les femmes ne sont pas considérées comme entrepreneurs ou agricultrices a peu de probabilités d'inciter les femmes à s'identifier ou à s'affirmer dans ces rôles, indépendamment de la nature réelle de leur activité productive. De même, les femmes dont les principales contributions aux CV agroalimentaires sont invisibles ont moins de chances de faire entendre leurs voix ou de participer activement aux réseaux et organisations agroalimentaires. Enfin, il convient de rappeler que dans les contextes où les femmes font l'objet d'attentes et de restrictions comportementales strictes, les comportements sont souvent régis tant de l'extérieur que de l'intérieur. Les rôles masculins et féminins ne sont pas simplement imposés aux femmes par la société; ils sont aussi avalisés par les femmes elles-mêmes. En fait, dans beaucoup de contextes, les femmes sont les principaux agents d'imposition des normes et restrictions relatives au genre. Cela signifie que traiter l'estime de soi chez les femmes doit aller de pair avec les interventions "externes" comme améliorer l'accès aux ressources productives, et peut, dans bien des cas, être crucial pour atteindre un impact et une durabilité à long terme.

3. *Pouvoir décisionnel*

Le fonctionnement d'une chaîne de valeur dépend en grande partie des décisions économiques que prennent les intervenants. Qu'il s'agisse de variétés de semences ou de technologies à adopter, de formation ou de liens commerciaux, les acteurs des CV à tous les niveaux prennent en permanence des décisions



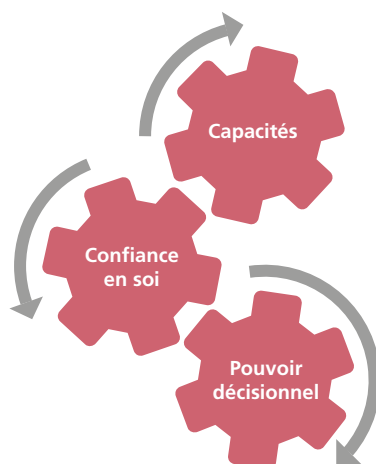
Concepts clés pour le développement de chaînes de valeur sensibles au genre

qui, au bout du compte, détermineront l'efficacité générale de la chaîne de valeur. Comme nous l'avons vu, les femmes manquent souvent de pouvoir décisionnel sur l'utilisation de leur temps ou l'affectation de leurs revenus et de leurs ressources. Elles ont rarement l'occasion de participer et de faire entendre leurs voix au sein d'organisations et d'institutions qui influencent le fonctionnement des chaînes de valeur. Ces contraintes entravent non seulement le potentiel productif des femmes, mais aussi la qualité de leurs contributions aussi bien au fonctionnement de la chaîne de valeur qu'au bien-être du ménage. En accroissant le pouvoir décisionnel des femmes, en revanche, on crée des avantages économiques immédiats et on contribue aux objectifs de durabilité sur le long terme. Si les femmes tirent les mêmes profits que les hommes de leurs contributions au fonctionnement des chaînes de valeur, elles seront plus motivées à prendre une part active aux activités d'amélioration des CV. Cela aura un effet positif sur l'efficacité et la durabilité économique de la chaîne de valeur dans son ensemble. En outre: "Lorsque les femmes ont le contrôle de suppléments de revenus, la part de leurs dépenses en matière de nourriture, de santé, d'habillement et d'éducation des enfants est plus importante que celle des hommes. Cela se traduit par des répercussions positives sur le bien-être immédiat ainsi que sur la formation de capital humain à long terme et la croissance économique grâce à une meilleure santé, nutrition et éducation." (FAO, 2011)

Comme le décrit la Figure 3, ces trois aspects du pouvoir et de l'agentivité sont étroitement liés et peuvent aussi bien faire partie d'un cercle vertueux que d'un cercle vicieux. Par exemple, davantage de capacités peuvent se traduire par une plus grande confiance en soi, voire par un plus grand pouvoir décisionnel, le contraire étant tout aussi vrai – moins de capacités pouvant se traduire par moins de confiance en soi et moins de pouvoir décisionnel. Par conséquent, les trois aspects sont à analyser et à prendre en compte lorsqu'on travaille sur la parité hommes-femmes dans le développement des chaînes de valeur.

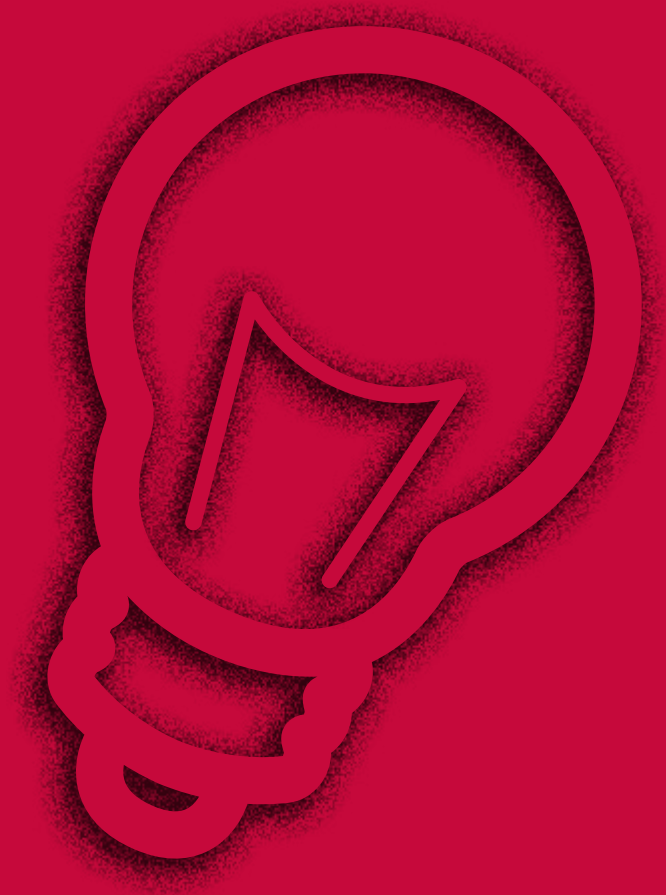
FIGURE 3

Composantes du pouvoir et de la capacité d'agir



C H A P I T R E 4

La cadre FAO de la chaîne de valeur sensible au genre





Le Cadre des chaînes de valeur sensibles au genre (CVSG) de la FAO s'articule autour des concepts clés évoqués au chapitre précédent. Il s'inspire du Cadre des chaînes de valeur alimentaires durables (CVAD) et l'élargit en mettant l'accent en particulier sur l'égalité entre les sexes comme dimension essentielle de la durabilité.

UNE ANALYSE PLUS APPROFONDIE: L'INDIVIDU ET LE MÉNAGE AU CENTRE DU CADRE CVSG

Outre les niveaux d'analyse présentés dans le cadre CVAD (CV de base et CV élargie, environnements porteurs nationaux et mondiaux), le cadre CVSG comporte deux niveaux supplémentaires: **le niveau du ménage et le niveau individuel**. La plupart des approches de développement des chaînes de valeur, dont les CVAD, s'arrêtent au niveau des ménages. Or, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les inégalités entre les sexes naissent souvent au sein du ménage, et les dynamiques internes au ménage peuvent influencer également sur le pouvoir et la capacité d'agir des individus.

Le cadre CVSG place le niveau individuel au cœur du cadre. Il s'agit d'un choix important car il reconnaît la diversité des femmes et des hommes en tant qu'acteurs ayant des caractéristiques, des aptitudes et des aspirations propres. Ces éléments ne sont pas seulement déterminés par le genre, mais aussi par des facteurs comme l'ethnicité, la catégorie sociale, les handicaps physiques ou mentaux, et l'âge. En plaçant l'individu au centre du cadre, l'approche évite d'adopter des solutions toutes faites qui ont tendance à négliger les différences et les spécificités des acteurs de la chaîne de valeur.

Le cadre des CVSG souligne également l'importance du niveau des ménages. Chaque individu – femme ou homme – fait partie d'un ménage au sein duquel règnent une dynamique et des relations de pouvoir spécifiques. Les rôles et responsabilités des deux sexes sont attribués au sein du ménage et déterminent la manière et la mesure dans laquelle les membres de la famille participent à la chaîne de valeur, et qui prend les décisions et a le contrôle des avantages tirés de cette participation.



ENCADRÉ 4

Définition des niveaux individuel et du ménage

Le **niveau individuel** représente la capacité d'une personne d'exploiter les opportunités économiques au sein d'un système. Le **ménage** est considéré comme un système aux différents acteurs, flux de ressources et structures de pouvoir influant sur la participation et les avantages tirés de la production agricole.

La cadre FAO
de la chaîne de
valeur sensible
au genre

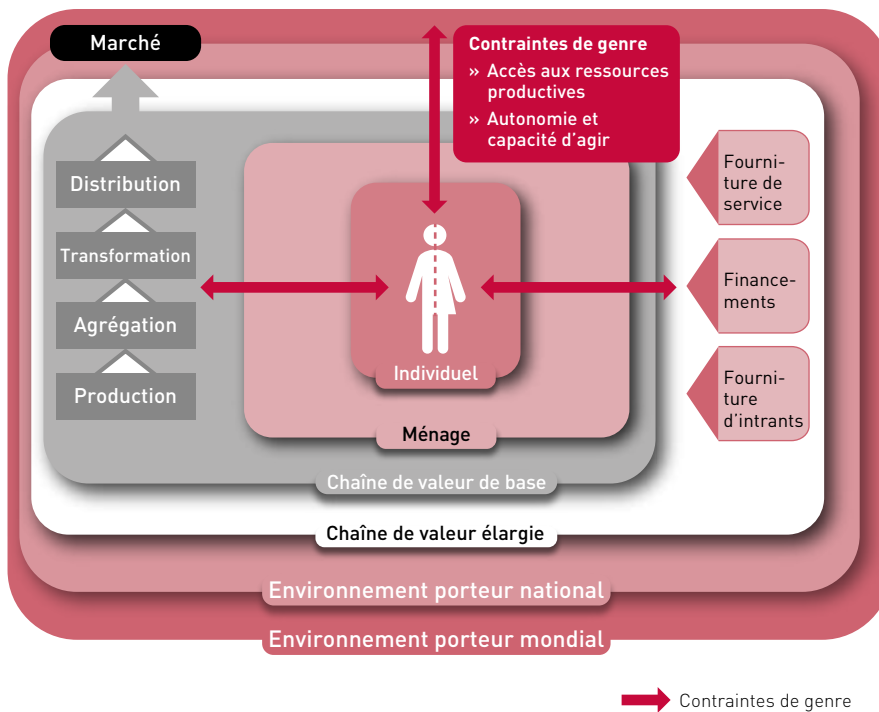
CHAPITRE 4

An Bi

Une analyse qui ne tient pas compte des niveaux de l'individu et du ménage omettra des facteurs importants affectant la nature de la participation des femmes et des hommes et des bénéfices respectifs qu'ils tirent des chaînes de valeur (l'Annexe 2 présente un exemple d'indicateurs mesurant ces niveaux). Il est fondamental de tenir compte de ces dimensions pour comprendre pourquoi les intervenants ne tirent pas profit des opportunités du marché, et pour choisir des activités d'amélioration appropriées pour rehausser les performances des CV.

FIGURE 4

Cadre de la chaîne de valeur sensible au genre



CONTRAINTES RELATIVES AU GENRE: UNE CAUSE À L'ORIGINE DE L'INEFFICACITÉ DES CHAÎNES DE VALEUR

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le cadre CVAD met en relief l'interaction des éléments économiques dans la CV de base et la CV élargie avec les éléments environnementaux et sociétaux présents dans les environnements porteurs nationaux et mondiaux, montrant combien la durabilité de la CV se joue entre ces trois dimensions. Le cadre CVSG complète le cadre CVAD en attirant l'attention sur la présence de contraintes de genre tout au long des chaînes de base et élargie ainsi que dans les contextes porteurs à l'échelle nationale et mondiale.



Les **contraintes de genre** se réfèrent aux “restrictions d’accès des hommes et des femmes aux ressources ou aux opportunités en raison des rôles et responsabilités assignés à leur sexe” (USAID, 2009). L’identification et l’analyse des contraintes de genre permettent au praticien de la chaîne de valeur de comprendre et de s’attaquer aux causes fondamentales qui sont à l’origine des inefficacités de la CV liées aux inégalités et à la discrimination sexuelles, accroissant ainsi la durabilité des interventions.

Les flèches bidirectionnelles de la Figure 4 illustrent la manière dont les contraintes de genre peuvent à la fois **entraver la capacité d’un individu de participer à la chaîne de valeur et limiter les bénéfices que l’individu est en mesure de recevoir**. Fait significatif, les flèches passent toujours par le niveau des ménages, car c’est cette dimension qui, comme nous l’avons vu, détermine qui prend part à une CV et en tire profit.

Il est également important de noter que les **contraintes de genre peuvent se traduire par des limitations aussi bien du côté de l’offre que de la demande**. Par exemple, elles peuvent limiter la capacité des femmes d’accéder aux services d’appui (côté de la demande), mais aussi compromettre la capacité des fournisseurs de services de cibler de façon appropriée ou même d’atteindre les femmes (côté de l’offre).

Les contraintes de genre sont souvent dues à des causes multiples et multidimensionnelles. Pour les traiter efficacement, il faut généralement affronter simultanément de multiples causes. Il peut être nécessaire d’aller au-delà dépasser des contraintes relatives aux ressources productives, en abordant simultanément les aspects liés au pouvoir et à la capacité d’agir. Par exemple, un praticien de CV confronté au manque de participation active des femmes dans une organisation de producteurs pourrait choisir de s’attaquer au symptôme en rehaussant le quota minimal d’adhésion des femmes. Toutefois, si le praticien décide plutôt d’identifier et de comprendre les contraintes profondes (ex. manque de temps, de mobilité ou d’aptitudes à prendre la parole en public) susceptibles d’inhiber la participation des femmes, l’intervention aura bien plus de chances d’être efficace et d’aboutir à des résultats plus solides.

Les contraintes de genre peuvent apparaître à un niveau tout en provenant de causes profondes qui se situent à un autre niveau. Ces causes se retrouvent fréquemment au niveau de l’individu et du ménage qui sont fondamentaux pour déterminer l’accès aux ressources productives et le pouvoir décisionnel. Parallèlement, les niveaux de la chaîne de valeur élargie et du contexte porteur ont une grande influence sur la participation des femmes et des hommes à différents maillons de la chaîne, créant ou renforçant souvent les contraintes de genre. C’est pourquoi il est important que l’analyse de la chaîne de valeur prenne en considération tous les niveaux et la manière dont ils s’articulent les uns aux autres pour faciliter ou limiter les opportunités des femmes et des hommes.

La cadre FAO
de la chaîne de
valeur sensible
au genre

CHAPITRE 4

An Bi

UN PREMIER PAS VERS LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE CVSG: L'ANALYSE SENSIBLE AU GENRE DES CHAÎNES DE VALEUR

Faire un schéma représentant la chaîne de valeur dans une optique sensible au genre est un premier pas important pour donner de la visibilité au travail et à la participation des femmes dans la chaîne de valeur. La représentation schématique sensible au genre suit la méthode de l'analyse ordinaire de la CV, en analysant chaque maillon de la chaîne ainsi que les relations entre les acteurs aussi bien à l'intérieur des maillons qu'entre les maillons. La différence essentielle est que pour chaque niveau d'analyse, des indicateurs sensibles au genre doivent être utilisés et des informations ventilées par sexe recueillies sur:

- » la participation à la chaîne;
- » l'accès et le contrôle des ressources productives;
- » l'accès et le contrôle des bénéfices.

Le but de l'analyse des CV sensibles au genre est d'identifier les contraintes de genre à chaque maillon de la chaîne. Comme nous l'avons vu, les principales contraintes de genre empêchant le fonctionnement de la CV concernent généralement le manque d'**accès aux ressources productives**. Cependant, la capacité d'exploiter les opportunités économiques est souvent liée aux limitations du **pouvoir et de l'agentivité d'un individu**. Ces deux dimensions doivent être comprises pour permettre d'identifier les causes profondes à l'origine de la sous-performance d'une CV en termes de genre.

L'analyse sensible au genre est fondamentale pour compléter les deux premières phases du cycle de développement des CV (mesurer les performances et comprendre les performances) de manière intégrée et en veillant à identifier et à comprendre toutes les inégalités hommes-femmes qui entravent l'efficacité



ENCADRÉ 5

Analyse sensible au genre de la chaîne de valeur du manioc en Côte d'Ivoire

Lorsqu'elle est appliquée à une chaîne de valeur spécifique, l'approche CVSG peut servir à la fois à mettre en lumière les secteurs où les contraintes de genre sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des chaînes de valeur et à déterminer dans quelle mesure la participation avantage réellement les femmes sur le plan économique. Dans le cadre du Mécanisme d'appui au programme multidonateurs de la FAO (FMM), "Valoriser le rôle des femmes dans les chaînes de valeur agroalimentaires", une analyse de la filière du manioc tenant compte de la dimension genre a été menée dans plusieurs districts et a permis de relever un certain nombre de contraintes.

La chaîne de valeur du manioc en Côte d'Ivoire est presque exclusivement gérée par les femmes, de la production à la transformation et à la commercialisation. Les femmes transforment environ 90 pour cent du manioc. Durant cette phase où le manioc est transformé en attiéké, les femmes parviennent à





ENCADRÉ 5 (continue)

Analyse sensible au genre de la chaîne de valeur du manioc en Côte d'Ivoire

obtenir une bonne part de la valeur ajoutée, mais c'est une activité qui exige encore beaucoup de temps et de main d'œuvre. Les revenus tirés de ces activités sont investis dans le ménage ou dans des fonds communautaires dans le cadre de groupes de producteurs ou de coopératives. Le manioc est une culture importante et peut être considérée comme un capital de sécurité à l'instar du bétail. Grâce à la possibilité de conserver les tubercules de manioc dans le sol, les ménages ont un stock dans lequel ils peuvent puiser en cas de besoin et de pénurie, ce qui permet de réduire leur vulnérabilité économique.

Toutefois, les femmes ne préparent l'attiéké qu'une fois par semaine car elles doivent s'occuper du foyer et de leur progéniture, ainsi que des cultures vivrières proches de la maison. La phase de transformation est très mécanisée ou coordonnée, et les femmes s'occupent généralement de leurs plus jeunes enfants en épluchant et en coupant les tubercules, ce qui fait baisser considérablement leur productivité et impacte l'efficacité de la chaîne. Cette contrainte est due à leur lourde charge de travail. Si elles peuvent avoir leur mot à dire sur la production et la transformation du manioc, elles ne sont guère maîtresses du temps qu'elles consacrent aux tâches ménagères, à leurs responsabilités de procréation et autres activités productives. Elles doivent veiller à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs ménages: s'occuper des cultures vivrières et préparer les repas quotidiens. Leur charge de travail est en outre alourdie par l'appui qu'elles apportent à leurs époux avec la récolte de cultures de rente comme les noix de cajou.

Ces contraintes ont un impact important sur la chaîne de valeur du manioc. Par exemple, les femmes n'ont pas le temps d'investir suffisamment dans la production. Souvent, elles vendent leur manioc moins cher car au lieu de faire la récolte au moment où les prix du marché sont les plus favorables, elles doivent la faire à la rentrée des classes lorsque les dépenses sont nombreuses. Ce problème est également lié à l'accès limité des femmes aux réseaux pouvant fournir des informations sur le marché. En général, le manioc est considéré comme une culture de sécurité alimentaire et économique des ménages pour les temps difficiles, plutôt que comme une culture ayant un véritable potentiel de rentabilité. Cela limite les ambitions de développer cette chaîne de valeur.

Afin d'améliorer l'efficacité de la CV du manioc et alléger la charge de travail des femmes, la FAO a formulé une série de propositions d'interventions visant à traiter les causes à l'origine de ces contraintes, notamment:

- » Des investissements dans des machines et technologies de transformation;
- » La création de systèmes d'information accessibles et actualisés pour les femmes;
- » L'incorporation de méthodologies visant à améliorer les relations au sein des ménages et à promouvoir la prise de décisions conjointes;
- » La fourniture de services de développement d'entreprises formulés expressément pour les femmes chefs d'entreprises;
- » La mise en place d'infrastructures d'accueil des enfants (éventuellement en collaboration avec les coopératives ou autres institutions locales) pour les femmes travaillant à la transformation du manioc.

La cadre FAO
de la chaîne de
valeur sensible
au genre

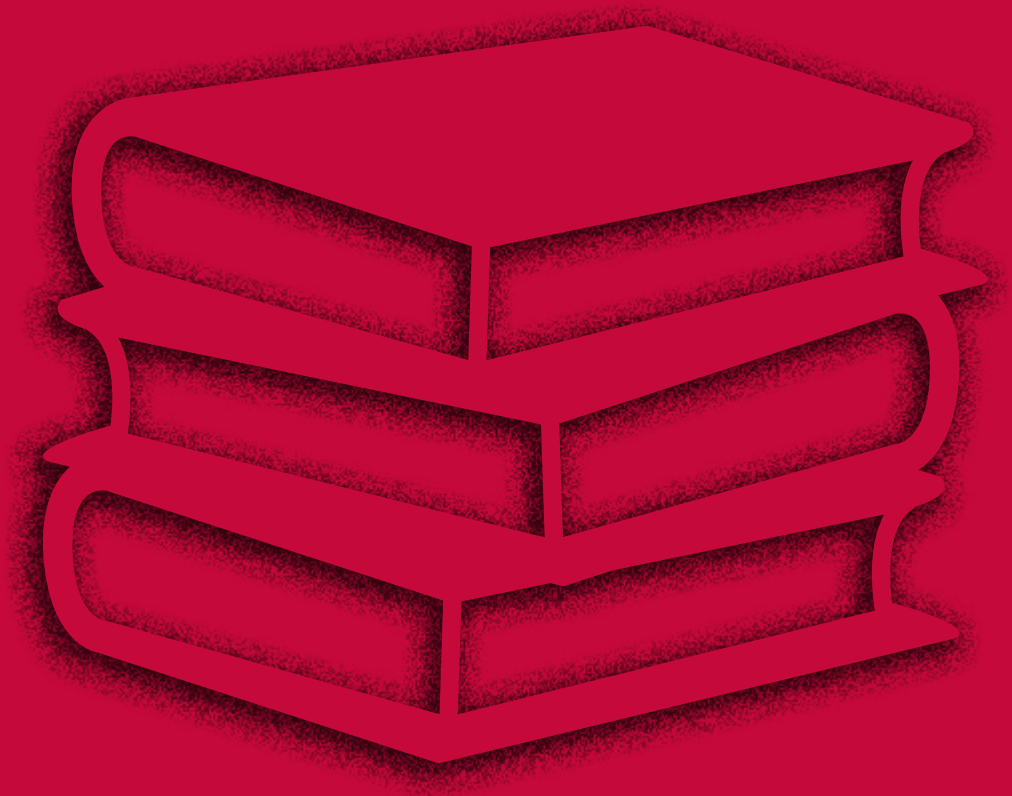
CHAPITRE 4

An Bi

des CV et savent la contribution des femmes. La division du travail dans de nombreux contextes agroalimentaires est à la fois sexuée et inégale, réalité qui se traduit fréquemment par l'oubli ou la sous-estimation des activités des femmes dans les analyses conventionnelles de CV "insensibles au genre".

Ce cadre a présenté dans ses grandes lignes une approche d'intégration de la dimension de genre dans les projets et programmes de développement des chaînes de valeur durables. Il s'est par conséquent attaché principalement aux aspects théoriques et analytiques du développement de chaînes de valeur sensibles au genre. Pour un examen des méthodologies et outils spécifiques de mise en œuvre de l'approche CVSG, veuillez consulter la publication complémentaire, *Développer des chaînes de valeur sensibles au genre: Guide pratique*.

Bibliographie

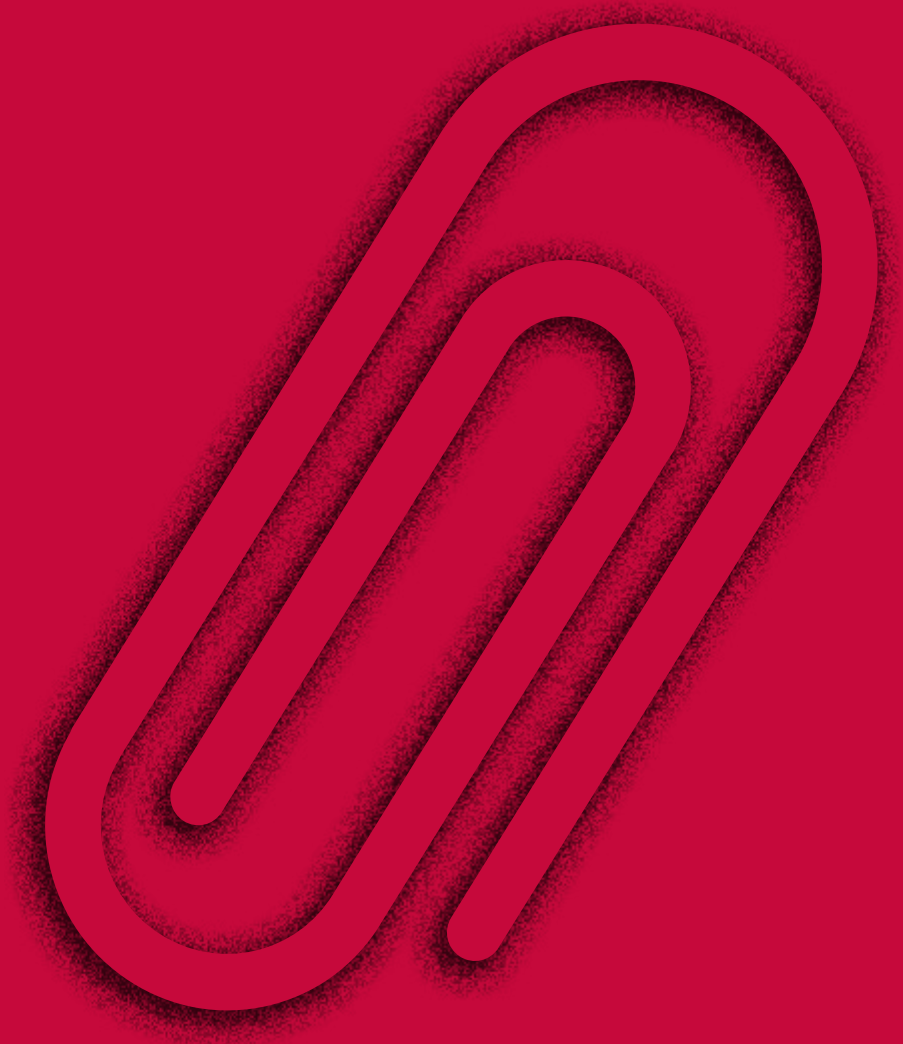




- Coles, C. & Mitchell, J. 2011. *Gender and agricultural value chains: a review of current knowledge and practice and their policy implications*. Document de travail ESA n°11-05. Rome, FAO.
- FAO. 2011. *La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2010–2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture: combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome.
- FAO. 2013a. *Politique de la FAO sur l'égalité des sexes: Atteindre les objectifs de sécurité alimentaire dans l'agriculture et le développement rural*. Rome
- FAO. 2013b. *Good practice policies to eliminate gender inequalities in fish value chains*, by J. Dey de Pryck. Rome.
- FAO. 2013c. *Nos priorités: les Objectifs stratégiques de la FAO*. Rome. (document disponible à: <http://www.fao.org/docrep/018/mi317f/mi317f.pdf>).
- FAO. 2014a. *Développer des chaînes de valeur alimentaires durables. Principes directeurs*. Rome.
- FAO. 2014b. *Pourquoi parler de "genre"*. Tiré du site de la FAO sur le Genre: <http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-why/why-gender/en/>. (4/11/2016).
- FAO. 2014c. *Le genre et la sécurité alimentaire et nutritionnelle*. Cours en ligne, Version anglaise 1.0 (disponible à: <http://www.fao.org/elearning/#/elc/en/course/FG>).
- FAO. 2015a. *Decent work as a key driver for sustained empowerment of rural women: a conceptual paper*. Rome.
- FAO. 2015b. *Enhancing the potential of family farming for poverty reduction and food security through gender-sensitive rural advisory services*. Rome.
- FAO. 2015c. *Gender sensitive value chain analysis for medicinal and aromatic plants in Fayoum*. Rome.
- Golla, A.M, Malhotra, A., Nanda, P. & Rekha, M. 2011. *Understanding and Measuring Women's Economic Empowerment: Definition, Framework, and Indicators*. ICRW (Centre international de recherche sur la femme).
- Grassi, F, Landberg, J. & Huyer, S. 2015. *Running out of time: the reduction of women's work burden in agricultural production*. Rome, FAO.
- Hill, R.V. & Vigneri, M. 2011. *Mainstreaming gender sensitivity in cash crop market supply chains*. Document de travail ESA n° 11-08. Rome, FAO.
- Kabeer, N. 1999. *The Conditions and Consequences of Choice: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment*. Document de travail UNRISD n°108.
- Kaplinsky, R. & Morris, M. 2000. *A handbook for value chain research*. Ottawa, International Development Research Center.
- Kim, S.M. & Sherraden, M. 2014. The impact of gender and social networks on microenterprise business performance. *Journal of Sociology & Social Welfare*, 41(3).
- Laven, A., van Eerdewijk, A., Senders, A., van Wees, C. & Snelder, R. 2009. *Gender in Value Chains Emerging Lessons and Questions. A working paper*. AgriProFocus.
- Markel, E. 2014. *Measuring Women's Economic Empowerment in Private Sector Development: Guidelines for Practitioners*. DCED (Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise).
- Oxfam. 2006. *Offside! Labour rights and sportswear production in Asia* (disponible à: <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/offside-labour-rights-and-sportswear-production-in-asia-112448>).

- Ragasa, C., Sengupta, D., Osorio, M., OurabahHaddad, N. & Mathieson, K. 2014. *Gender-specific approaches, rural institutions and technological innovations*. Rome, FAO et IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires).
- Robeyns, I. 2003. Sen's capability approach and gender inequality: selecting relevant capabilities. *Feminist Economics*, 9 (2–3).
- Rubin, D. & Manfre, C. 2014. Promoting gender-equitable agricultural value chains. Dans A. Quisumbing, R. Meinzen-Dick, T. Raney, A. Croppenstedt, J. Behrman & A. Peterman, édés. *Gender in agriculture: closing the knowledge gap*, pp. 287–314. Rome. FAO, Springer & IFPRI.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2011. *Rapport sur le développement humain 2011. Durabilité et équité: un meilleur avenir pour tous*. New York, Etats-Unis.
- UN WomenWatch. (sans date). *Women, Gender Equality and Climate Change*. Fact Sheet (disponible à: http://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/factsheet.html).
- USAID. 2009. *Promoting Gender Equitable Opportunities in Agricultural Value Chains*. Washington, DC.
- Banque mondiale. 2001. *Engendering development through gender equality in rights, resources, and voice*. Policy Research Report. Management 1: report n°36546-MW. Washington, DC.
- Banque mondiale, FIDA (Fonds international pour le développement agricole) & FAO. 2009. *Gender in agriculture sourcebook*. Washington, DC, Banque mondiale.

Annexe





ANNEXE 1: PUBLICATIONS DE LA FAO SUR LA DIMENSION GENRE, LES CHAÎNES DE VALEUR ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

- Boros, R. & McLeod, A. 2015. *Empowering women in Afghanistan. Reducing gender gaps through Integrated Dairy Schemes*. Rome, FAO.
- Coles, C. & Mitchell, J. 2011. *Gender and agricultural value chains: a review of current knowledge and practice and their policy implications*. Document de travail ESA n° 11-05. Rome, FAO.
- Elbehri, A. & Lee, M. 2011. *The Role of Women Producer Organizations in Agricultural Value Chains. Practical lessons from Africa and India*. Rome, FAO.
- FAO. 2011. *Palestinian Women's Associations and Agricultural Value Chains*. Case Study Series #2. Rome.
- FAO. 2011. *La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2010–2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture: combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement*. Rome.
- FAO. 2012. *Agricultural cooperatives and gender equality*.
- FAO. 2012. *Passeport pour l'intégration des considérations de parité dans les programmes de gestion de l'eau: questions essentielles pour les interventions dans le secteur agricole*. Rome.
- FAO. 2013. *Politique de la FAO sur l'égalité des sexes. Atteindre les objectifs de sécurité alimentaire dans l'agriculture et le développement rural*. Rome.
- FAO. 2013. *Rebuilding West Africa's food potential: policies and market incentives for smallholder-inclusive food value chains*. A. Elbehri, éd. Rome.
- FAO. 2013. *Good practice policies to eliminate gender inequalities in fish value chains*, by J. Dey de Pryck. Rome.
- FAO. 2014. *Développer des chaînes de valeur alimentaires durables. Principes directeurs*. Rome.
- FAO. 2016. *Género y sistemas agroalimentarios sostenibles. Estudios de caso: yuca, quinua, maíz y algodón*.
- FAO. 2016. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Ethiopia*. (à venir).
- FAO. 2016. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Kenya*. (à venir).
- FAO. 2016. *Gender assessment of dairy value chains: evidence from Rwanda*. (à venir).
- FAO. 2016. *Gender assessments of dairy value chain in Ethiopia, Kenya and Rwanda*. Summary report. (à venir).
- FAO. Base de données agro-genre. (12 septembre 2016). URL: <http://www.fao.org/gender/agrigender/agri-gender-toolkit/en/>.
- FAO. Base de données Genre et Droit à la terre (12 septembre 2016). URL: <http://www.fao.org/gender-landrights-database/en/>.
- FAO/ILO (Bureau international du travail)/IFAD. 2010. *Agricultural value chain development: Threat or opportunity for women's employment?* Gender and Rural Employment Policy Brief #4. Rome, FAO.
- FAO/ILO/IFAD. 2010. *Rural women's entrepreneurship is "good business"!* Gender and Rural Employment Policy Brief #3. Rome, FAO.
- FAO/ILO/IFAD. 2010. *Gender dimensions of agricultural and rural employment: differentiated pathways out of poverty. Status, trends and gaps*. Rome.
- FAO/ILO/IFAD. 2010. *Investing in skills for socio-economic empowerment of rural women*. Gender and Rural Employment Policy Brief #2. Rome, FAO.

- FAO/UNIDO (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel).** 2009. *Agro-industries for development*. Rome, FAO.
- FAO SOFA Team & Doss, C.** 2011. *The Role of Women in Agriculture*. Document de travail ESA n° 11-02. Rome, FAO.
- Grassi, F., Landberg, J. & Huyer, S.** 2015. *Running out of time: the reduction of women's work burden in agricultural production*. Rome, FAO.
- Hill, R.V. & Vigneri, M.** 2011. *Mainstreaming gender sensitivity in cash crop market supply chains*. ESA Working Paper No. 11-08. Rome, FAO.
- Leonard, R., Osorio, M. & Menguita-Feranil, M.L.** 2015. *Gender opportunities and constraints in inclusive agribusiness models. The case study of Unifrutti in Mindanao, Philippines*. Rome, FAO.
- Ragasa, C., Sengupta, D., Osorio, M., OurabahHaddad, N. & Mathieson, K.** 2014. *Gender-specific approaches, rural institutions and technological innovations*. Rome, FAO & IFPRI.
- Rankin, M., Gálvez Nogales, E., Santacoloma, P., Mhlanga, N. & Rizzo, C.** 2016. *Public-private partnerships for agribusiness development. A review of international experiences*. Rome, FAO.



ANNEXE 2: INDICATEURS DE POUVOIR ET DE CAPACITÉ D'AGIR

	Niveau individuel/ménage	Niveau communauté/ institutions
Contrôle des actifs	Biens productifs appartenant aux femmes (terre, animaux, machines)	Des lois protègent les droits de propriété des femmes
	Les femmes ont leurs propres sources de revenus	Les lois existantes sont appliquées au niveau de la communauté
	Part du revenu du ménage fournie par les femmes	Les femmes sont représentées comme propriétaires de plus grosses entreprises et chefs d'entreprise
	Les femmes peuvent décider comment dépenser des espèces/épargne	Utilisation des ressources communautaires en faveur des femmes (pompes, dispensaires, écoles, etc.)
Capacité d'action/de décision	Part du revenu des femmes dépensée pour elle et ses enfants	Participation des femmes aux groupes communautaires/associations/réseaux
	Participation des femmes aux grandes décisions du ménage (gros achats: voiture, maison, appareil ménager), décisions agricoles	Participation des femmes aux décisions de la communauté
	Accès des femmes à l'information et à la technologie	Les femmes occupent des rôles de responsabilité au sein de la communauté
Autonomie et mobilité	Capacité des femmes de rendre visite à des amis, membres de la famille, associés	Taux de violence, agressions et harcèlement des femmes dans les lieux publics
	Capacité des femmes d'utiliser les transports en commun, de voyager librement dans les espaces publics	
	Utilisation des téléphones, des médias, de la technologie par les femmes	

	Niveau individuel/ménage	Niveau communauté/ institutions
Confiance en soi/auto-efficacité	Bien-être psychologique	Valorisation par la communauté des droits et de l'inclusion des femmes
	Attitudes des femmes vis-à-vis de l'estime de soi	
	Capacité d'expression et assurance pour parler aux autorités	
Normes relatives au genre	Capacité de négocier les décisions en matière de sexualité et de procréation	Évolution des systèmes de mariage et de parenté
	Attitudes sur les femmes et le travail	Acceptation par la communauté des femmes qui travaillent
	Attitudes sur les femmes et la mobilité	Attitude de la communauté vis-à-vis des rôles sexuels et reproductifs des femmes
	Attitudes sur les femmes et la violence	Attitude de la communauté vis-à-vis des femmes et de la violence
Rôles/ responsabilités des sexes	Nombre d'heures de travaux ménagers	Taux d'emploi ventilés par sexe et secteur
	Ségrégation des travaux masculins et féminins, capacité de trouver un emploi rentable	Attitudes de la communauté sur les travaux que les femmes devraient faire
	Égalité de répartition des tâches domestiques	

Source: Golla et al., 2011.

Développer des chaînes de valeur **sensibles au genre**

Cadre d'orientation

La présente publication a pour but d'aider les décideurs et les praticiens à intégrer les dimensions d'égalité entre les sexes de façon plus efficace et systématique dans leurs interventions.

Rassemblant les concepts clés de développement des chaînes de valeur et de genre dans un cadre cohérent, elle souligne combien les inégalités entre les sexes se répercutent sur la performance des chaînes de valeur et identifie les principaux points d'entrée pour leur analyse de façon à accroître la durabilité et l'inclusivité des chaînes de valeur agro-alimentaires à longue échéance.

**Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture**
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie
www.fao.org

ISBN 978-92-5-209546-0



9 789252 095460

I6462FR/1/04.17